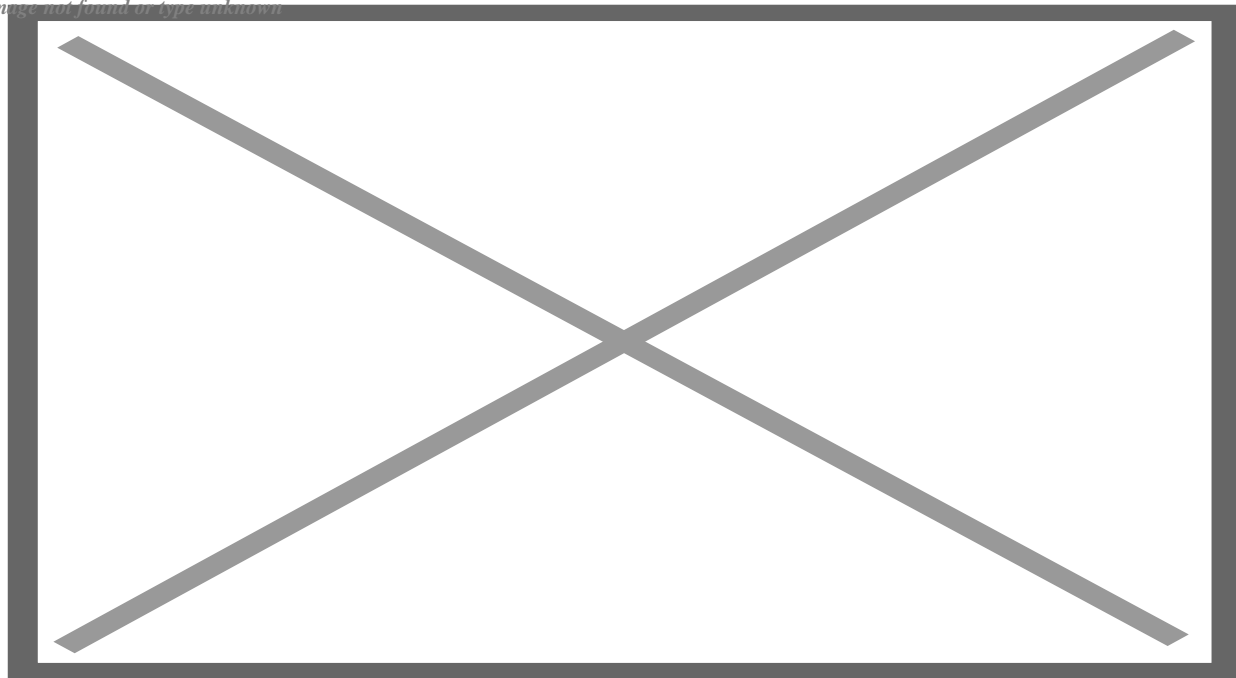


Le Pérou si instable

Image not found or type unknown



Par Roberto Morejón

La récente démission du chef du gouvernement péruvien et son remplacement forcé constituent de nouveaux chapitres de l'aggravation de la crise politique, un phénomène dont on ne voit pas la fin.

Le Premier ministre Alberto Otárola a démissionné après la diffusion d'un enregistrement d'une conversation avec une compagne sentimentale, dont il aurait bénéficié grâce à un contrat de travail irrégulier.

Ce scandale ajoute de nouveaux ingrédients au rejet populaire d'une classe politique souvent liée à la corruption et sujette à des manipulations au Congrès en faveur des intérêts des partis de droite.

Otárola est considéré comme le bras droit de la présidente désignée Dina Boluarte, qui a pris ses fonctions après que le Congrès a brusquement destitué le président de l'époque, Pedro Castillo, qu'il accusait d'avoir organisé un auto-coup d'État.

Boluarte et Otárola sont accusés d'avoir joué un rôle clé dans la répression des manifestations qui ont suivi la destitution de Castillo et qui ont fait 49 morts.

La chute d'Otárola et son remplacement par l'ambassadeur de l'OEA Gustavo Adrianzén interviennent à un moment de bouleversement politique, alors que l'ancien dictateur Alberto Fujimori a fait ses premières

déclarations depuis sa sortie de prison à la suite d'une grâce controversée.

Le vieil homme qui a dirigé le pays sud-américain d'une main de fer entre 1990 et 2000 a provoqué ses compatriotes en exprimant son opinion sur ce qu'il appelle la validité politique du fujimorisme.

Alors qu'une partie de la société réclame que Fujimori purge l'intégralité de sa peine en prison, des fléchettes sont également lancées contre Otárola et le Congrès.

Le Premier ministre démissionnaire entretenait d'excellentes relations avec le pouvoir législatif, contrôlé par la droite et les ultraconservateurs, dont les partisans de Fujimori.

Ce n'est pas un hasard si le Congrès, le pouvoir judiciaire, la présidente désignée Dina Boluarte et la classe politique en général sont notoirement impopulaires auprès des Péruviens.

Ils ne semblent pas vouloir changer de cap, même en cas d'affrontements périodiques, parce qu'en fin de compte, ils arrivent tous à la même conclusion : maintenir le contrôle du pays à tout prix.

Le nouveau premier ministre s'inscrit dans la continuité et rien n'indique une tentative de redressement de l'image des institutions, malmenées par les actes de corruption impliquant quatre chefs d'État.

Le Pérou a connu six présidents depuis 2018 et les ministres sont éphémères dans leurs fonctions, suffisamment pour que les politiciens effacent de leur agenda des questions essentielles telles que l'informalité du travail et la pauvreté.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/349428-le-perou-si-instable>



Radio Habana Cuba